

CORRIGENDUM

Référence de publication : GIN1800211-10037

Lieu(x) d'exécution : Guinée

Objet : Marché de Travaux (conception et réalisation) relatif à l'extension du bureau Enabel de Kindia avec une approche pour la promotion du contenu local.

Le dossier d'appel à participation est modifié/corrigé comme suit :

Paragraphe : 3.4.6.2 – Critères de sélection

Au lieu de :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa demande de participation, le participant produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique, le participant produit un engagement écrit dudit opérateur économique.

Le participant doit joindre à sa demande de participation les éléments suivants :

Références similaires

Le soumissionnaire joindra à son offre les attestations de bonne fin d'exécution et contrats d'au moins 2 travaux de complexité comparable (conception et réalisation de travaux), exécutées au cours des cinq (5) dernières années (2016 à 2020/2021), chacun d'un montant s'élevant au minimum à : 100.000 € HTVA.

Les attestations de bonne fin doivent être signées par le commanditaire des prestations et doit comporter l'objet des prestations, leurs dates d'exécution ainsi que le montant des prestations.

Capacité financière

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des trois derniers exercices (2018, 2019 et 2020) un chiffre d'affaires moyen au moins égal à : 500.000 euros € HTVA.

Il joindra à son offre une déclaration relative au chiffre d'affaires total réalisé pendant les trois derniers exercices à moins que le chiffre d'affaires total soit mentionné dans les comptes annuels approuvés qui peuvent être consultés via le guichet électronique (il s'agit des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, libellés selon le schéma comptable complet, ou selon le schéma comptable raccourci dans laquelle la mention facultative du chiffre d'affaires total réalisé, a été complétée).

Le soumissionnaire doit remplir et signer le tableau ci-dessous :

Données financières	2018 en EURO	2019 en EURO	2020 en EURO	Moyenne en EURO
Chiffre d'affaires annuel				
Chiffre d'affaires annuel, lié au domaine du présent marché				
Actifs à court terme				
Passifs à court terme				

Signature originale du mandataire habilité

Nom et situation du mandataire habilité

.....

Lieu, date :

Le soumissionnaire doit également joindre à son offre ses Comptes annuels approuvés des 3 derniers exercices à savoir : 2018- 2019-2020.

La capacité financière du soumissionnaire sera jugée sur base des comptes annuels approuvés des trois dernières années déposées auprès de la Banque Nationale de Belgique. Les soumissionnaires qui ont déposé les comptes annuels approuvés auprès de la Banque Nationale de Belgique, ne sont pas tenus de les joindre à leur offre, étant donné que le pouvoir adjudicateur est à même de les consulter via le guichet électronique de l'autorité fédérale

lire :

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa demande de participation, le participant produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique, le participant produit un engagement écrit dudit opérateur économique.

Le participant doit joindre à sa demande de participation les éléments suivants :

Références similaires

Le soumissionnaire joindra à son offre les attestations de bonne fin d'exécution et contrats d'au moins 2 travaux de complexité comparable (conception et réalisation de travaux), exécutées au cours des cinq (5) dernières années (2016 à 2020/2021), chacun d'un montant s'élevant au minimum à : 100.000 € HTVA.

Par ailleurs, si le soumissionnaire nous transmet deux références séparées de conception et réalisation dont le cumul nous permet d'obtenir un montant minimum de 100.000 euros alors l'une des références demandées ci-dessus est

valide. Si le soumissionnaire présente deux références supplémentaires comme requis précédemment, alors la seconde référence demandée est également valide.

Les attestations de bonne fin doivent être signées par le commanditaire des prestations et doit comporter l'objet des prestations, leurs dates d'exécution ainsi que le montant des prestations.

Capacité financière

Le soumissionnaire doit avoir réalisé au cours des trois derniers exercices (2018, 2019 et 2020) un chiffre d'affaires moyen au moins égal à : 500.000 euros € HTVA.

Il joindra à son offre une déclaration relative au chiffre d'affaires total réalisé pendant les trois derniers exercices à moins que le chiffre d'affaires total soit mentionné dans les comptes annuels approuvés qui peuvent être consultés via le guichet électronique (il s'agit des comptes annuels déposés auprès de la Banque Nationale de Belgique, libellés selon le schéma comptable complet, ou selon le schéma comptable raccourci dans laquelle la mention facultative du chiffre d'affaires total réalisé, a été complétée).

Le soumissionnaire doit remplir et signer le tableau ci-dessous :

Données financières	2018 en EURO	2019 en EURO	2020 en EURO	Moyenne en EURO
Chiffre d'affaires annuel				
Chiffre d'affaires annuel, lié au domaine du présent marché				
Actifs à court terme				
Passifs à court terme				

Signature originale du mandataire habilité

Nom et situation du mandataire habilité

.....

Lieu, date :

Le soumissionnaire doit également joindre à son offre ses Comptes annuels approuvés des 3 derniers exercices à savoir : 2018- 2019-2020.

La capacité financière du soumissionnaire sera jugée sur base des comptes annuels approuvés des trois dernières années déposées auprès de la Banque Nationale de Belgique. Les soumissionnaires qui ont déposé les comptes annuels approuvés auprès de la Banque Nationale de Belgique, ne sont pas tenus de les joindre à leur offre, étant donné que le pouvoir adjudicateur est à même de les consulter via le guichet électronique de l'autorité fédérale.